

Centre du droit de l'entreprise

DOSSIERS BREVETS 1980

Collaborateurs

M. F. ALCADE

Maître-assistant, directeur des enseignements de fiscalité à la Faculté de Droit de Montpellier

M. J. AZEMA

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI

M. J.J. BURST

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur général du CEIPI

M. A. CASALONGA

Conseil en Brevets - Diplômé du CEIPI - Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Zurich

M. A. CATHERINE

Ingénieur Diplômé du CEIPI - Service des Brevets de General Electric

M. A. CHAVANNE

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur du Centre Paul Roubier

M. J.M. DELEUZE

Professeur associé à la Faculté de Droit de Montpellier

M. X. DESJEUX

Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris

M. D. FRANÇON

Responsable du Groupe de recherches «Conventions Internationales» CDE - CEIPI

M. M. de HAAS

Conseil en Brevets, Professeur au CEIPI

M. D. LAGAÛZEIRE

Docteur en Droit, Conseil en Brevets

M. M. LE BRUSQUE

Ingénieur, Service des Brevets Sté Creusot- Loire - Diplômé du CEIPI

M. C. LE STANC

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI

M. A. LUCAS

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Nantes

M. F. MAGNIN

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Dijon

M. J.M. MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Directeur des recherches du CEIPI

M. L. PETRANKER

Docteur en Droit de la Propriété Industrielle. Département des Brevets de Roussel-Uclaf

M. Y. REBOUL

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur de la section française du CEIPI

M. M. SABATIER

Docteur en Droit - Cabinet A. Casalonga

Mme R. SADONES-LAURENT

Présidente CEMIP - Direction des Services Juridiques et de Propriété Industrielle l'AIR LIQUIDE

Mme J. SCHMIDT

Maître-assistante à la Faculté de Droit de Lyon

Mme A. SONNIER

Assistante à la Faculté de Droit de Montpellier

M. J.P. STENGER

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

M. P. VIGAND

Ingénieur E.S.E. - Docteur en Droit - Diplômé du CEIPI

M. M. VIVANT

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Montpellier

Gérant

Professeur J.M. MOUSSERON

Bibliothèque

- **Actualités de Droit de l'Entreprise :**

- 1 - Les ordonnances de septembre 1967 et le droit commercial
- 2 - Actualités de droit de l'entreprise 1968
- 3 - Nouvelles techniques contractuelles
- 4 - Nouvelles techniques de concentration
- 5 - Les services communs d'entreprises
- 6 - L'exercice en groupe des professions libérales
- 7 - Le know-how
- 8 - L'avenir de la publicité et le droit
- 9 - Garanties de résultat et transfert de techniques
- 10 - Droit social et modifications des structures de l'entreprise
- 11 - Les inventions d'employés

- **Bibliothèque du Droit de l'Entreprise :**

- Le groupement d'intérêt économique, par Ch. Lavabre (épuisé)
- La responsabilité du banquier, par J. Vézian (2^e édition)
- La société civile professionnelle, par A. Lamboley
- Le droit de la distribution, par J.M. Mousseron et autres auteurs (en cours de réédition)
- Le contrôle de la gestion des sociétés anonymes, par R. Contin
- Les réserves latentes, par R. Abelard
- Dix ans de droit de l'entreprise (44 études - 1076 pages), publié avec le concours du C.N.R.S.
- Le contrat de sous-traitance, par G. Valentin
- L'entente prohibée (1953 - 1967 - 1977) à travers les avis de la Commission des Ententes, par V. Sélinsky
- Les causes d'extinction du cautionnement, par C. Mouly
- L'entreprise et le contrat, par D. Ledouble.

- **Bibliothèque de Propriété Industrielle (C.E.I.P.I.)**

- L'invention protégée après la loi du 2 janvier 1968, par J. Schmidt
- L'épuisement du droit du brevet
- La copropriété des brevets d'invention
- Le know how : sa réservation en droit commun, par R. Fabre
- L'acte de contrefaçon, par Ch. Le Stanc
- Juge et loi du brevet, par M. Vivant
- Le droit français nouveau des brevets d'invention, par J.M. Mousseron et A. Sonnier
- Les contrats de recherche, par Y. Reboul

- **Bibliothèque L.G.D.J.**

- Les groupes de contrats, par B. Teyssié
- L'affrètement aérien, par J.P. Tosi

- **«Cahiers de Droit de l'Entreprise»**

Supplément de la Semaine Juridique, éd. C.I. Renseignements, sur demande au Centre du Droit de l'Entreprise.

- **Lettre de la Distribution**

Renseignements sur demande au Centre de Droit de l'Entreprise.

Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise

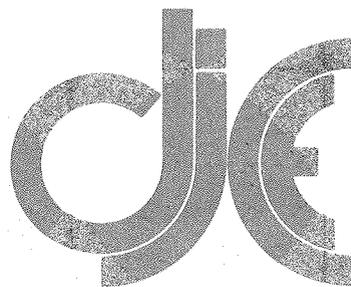
Le Centre du Droit de l'Entreprise de Montpellier assure une préparation couplée au Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées de Droit des Affaires (D.E.S.S.) et au Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise (D.J.C.E.).

Peuvent demander leur inscription à ce programme de formation les étudiants titulaires de la Maîtrise de Droit (option Droit des Affaires) ou de diplômes admis en équivalence.

Les auditeurs bénéficient d'enseignements réguliers dans les matières suivantes Droit des Sociétés, Droit Fiscal, Droit Social, Droit des Contrats, Droit International, Droit Financier, Comptabilité et Gestion Financière.

Un stage leur est assuré au sein du service juridique d'une entreprise ou d'un cabinet de conseil juridique et fiscal.

Les étudiants désireux d'obtenir une spécialisation dans les techniques de gestion du personnel ou dans les techniques fiscales ont la possibilité de préparer un certificat complémentaire.



Pour tous renseignements s'adresser à :

- Centre du Droit de l'Entreprise - Faculté de Droit et des Sciences Economiques
39, rue de l'Université - 34060 Montpellier Cédex - Tél. (67) 60.50.66 - poste 81.
- Fondation Nationale pour le Droit de l'Entreprise
9, rue Richepanse - 75001 Paris - Tél. 260.10.18

DOSSIERS BREVETS 1980. IV

I - ETUDE

- 1980 ENTRENT EN VIGUEUR :
1er AOUT : CONVENTION DE STRASBOURG
16 AOUT : DÉCRET SUR LES INVENTIONS DES FONCTIONNAIRES PUBLICS.
19 AOUT : TRAITE DE BUDAPEST

II - JURISPRUDENCE

1. - TGI PARIS 25 mai 1979

Aff. IRRI FRANCE c/WRIGHT RAIN FRANCE
Brevets n. 70.07324 ; 71.13802 ; 72.12990
PIBD 1979, 247, III, 407

- Support des revendications :
 - . dessins **
 - . connaissances extérieures **
- Nouveauté *
- Activité inventive :
 - . antériorités extérieures **
 - . dispositions nécessaires *
- Modification des revendications : prise d'effet *
- Indemnité de contrefaçon (partielle) : plus values **

2. - TGI PARIS 9 janvier 1980

Aff. BAILLARD c/ le Ministère de la Défense
PIBD 1980, 259, III, 114

- Invention de salarié : appréciation de la brevetabilité ***
 - date
 - contenu

3. - TGI MARSEILLE 22 mai 1979

Aff. OULLIER c/LAURIAU
Brevets n. 72.17954 ; 72.23637
Inédit

- Action en revendication de brevet et en responsabilité contractuelle
- Prescription de l'action
- Production d'avis documentaire **
- Abrogation par la loi du 2 janvier 1968 du décret du 10 juin 1965
- Préjudice

4. - TGI MARSEILLE 20 février 1980

Aff. Soc. FREINAGE EQUIPEMENT c/Soc. BARRAS PROVENCE
Certificat d'utilité n. 74.11855 et addition n. 75.07107
Inédit

- Loi du 13 juillet 1978
- Action en contrefaçon de certificat d'utilité :
 - . nécessité de produire un rapport de recherche : oui
 - . sursis à statuer jusqu'à cette production **

5. - COM. 20 février 1980

Aff. COLIN EXPANSION c/NAKACHE
Inédit

- Introduction - commerce communautaire - contrefaçon : oui ***

6. - CHAMBRE DES RECOURS OEB 13 juin 1980

Aff. X c/OEB
J.O. OEB 1980, VII, p. 225

- Demande euro-PCT - Requête en examen : délais **
- Procédure de restitutio in integrum **

III - INFORMATIONS RAPIDES